

Triple AA

vendredi 9 décembre 2011, par [LEGE Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2011).

Le discours selon lequel les agences de notation nous contraindraient à l'austérité est mensonger.

L'idée est simple : nous devons « tous » accepter des efforts afin de préserver la notation de la dette française. Car la perte du fameux AAA engendrerait une hausse du taux d'intérêt sur les titres de la dette publique française, et donc une hausse du coût du financement des déficits. Certes, 1 % d'intérêt en plus ce sont 10 milliards d'euros de dépenses supplémentaires.

Or, la première arnaque c'est le triple A lui-même. L'agence France-Trésor émet aujourd'hui des titres à un taux d'intérêt bien supérieur à celui des autres États notés « AAA ». L'écart entre les taux français et allemands n'a jamais été aussi élevé depuis la création de l'euro. Pour une fois, les agences de notation ne pourront pas servir de boucs émissaires : lorsqu'elles abaisseront la note de la France, elles ne feront qu'entériner la situation sur les marchés. D'où provient la dégradation des conditions de financement de l'État français ? En partie de la forte exposition des banques françaises aux crises grecque et italienne. Les spéculateurs estiment qu'il existe un risque que l'État soit contraint de les renflouer, alourdissant ainsi son endettement. Mais la hausse du taux d'intérêt provient aussi des faibles perspectives de croissance : seulement 1 % l'an prochain selon le gouvernement, mais 0,3 % selon l'OCDE. Bref, le triple A est déjà une fiction.

La deuxième arnaque saute aux yeux lorsque l'on examine la répartition des efforts. En guise de « partage » on trouve en fait une très forte concentration des mesures de rigueur sur les classes populaires. Le prétendu courage dont se gargarise tant Nicolas Sarkozy consiste à dépenser 37 000 euros aux frais des contribuables pour une nuit d'hôtel lors du G20 tout en exigeant des sacrifices de la part de la majorité de la population. Porter la TVA réduite de 5,5 % à 7 % touchera davantage les plus pauvres car ils consomment une grande part de leurs revenus. La hausse de la taxation des mutuelles va rendre celles-ci encore plus inaccessibles alors même que 30 % de ceux qui n'ont pas d'assurance complémentaire renoncent à des soins ou les reportent à plus tard.

Autre exemple : pour la génération née entre 1952 et 1955, l'accélération de l'application de la réforme des retraites implique un recul de un à quatre mois de l'âge de départ. Déjà en juin 2010, François Fillon tentait de justifier cette réforme par la nécessité de conserver le triple A : « *ce qui est en jeu c'est la crédibilité financière de la France, c'est la qualité de notre signature, donc le niveau auquel nous empruntons* ». Visiblement la réforme n'a pas suffi.

Des plans d'austérité sans fin

C'est la troisième arnaque : cela ne suffira jamais ! Autrement dit, les promesses des dirigeants sont non seulement antisociales mais elles sont aussi mensongères. Accepter ce discours, c'est ne pas voir la logique d'ensemble, qui ressemble à une spirale. C'est ne pas voir l'effet dépressif des plans d'austérité et le caractère systémique de cette crise. Le 17 novembre, le Trésor espagnol a émis 3,6 milliards de titres à dix ans avec un taux d'intérêt record de 7 %. Trois jours plus tard, les électeurs espagnols donnaient une majorité absolue à la droite. Le futur gouvernement de Mariano Rajoy a

promis une super-austérité. Réaction des marchés : une détente des taux d'intérêt ? Non, une nouvelle hausse ! Le 22 novembre, l'émission de titres espagnols à trois mois s'est faite au taux de 5,1 % (2,3 % la fois précédente). Même l'Allemagne n'est plus à l'abri. Sa dernière émission, le 23 novembre, n'a trouvé preneur que pour la moitié des titres offerts. Cela n'était jamais arrivé. Comme partout, le taux d'intérêt proposé n'est donc plus jugé suffisant. Or la soutenabilité de la dette provient fondamentalement de la différence entre le taux de croissance du PIB et le taux d'intérêt. Actuellement, le premier diminue tandis que le second augmente...

En début d'année, il y avait d'un côté les États auxquels les marchés faisaient confiance et de l'autre les parias. Cette distinction est de plus en plus floue. Car c'est la crise : la confiance s'évanouit et le capitalisme menace d'emporter tous les peuples vers une grande régression.

Philippe Légié

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 126 (01/12/11).